

Une lutte à tous vents

BRUNO MASSÉ, *La lutte pour le territoire québécois*, Montréal, XYZ, 2020, 331 pages

Robert Laplante

Volume 14, Number 3, Summer 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/93562ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laplante, R. (2020). Review of [Une lutte à tous vents / BRUNO MASSÉ, *La lutte pour le territoire québécois*, Montréal, XYZ, 2020, 331 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 14(3), 17–18.

Une lutte à tous vents

Robert Laplante

Directeur des Cahiers de lecture

BRUNO MASSÉ

LA LUTTE POUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS

Montréal, XYZ, 2020, 331 pages

Activiste se réclamant d'une pratique de la «géographie dissidente» (p. 22) et s'autoproclamant «peut-être le seul expert en écologie radicale au Québec» (p. 280) Bruno Massé se dit souffrir comme nombre de jeunes gens de sa génération d'une «écoanxiété» qu'il propose de surmonter par l'action militante radicale visant la «construction d'un contre-pouvoir pour entretenir un meilleur rapport avec le territoire québécois». Il entend mener une lutte féroce pour abolir le paradigme extractiviste et freiner la sixième extinction. Il embrasse large.

L'ambition ne manque pas de noblesse. La crise climatique est réelle, le modèle extractiviste est une impasse. Pour y faire face l'auteur prône la rigueur et une approche systématique axée sur l'enracinement dans les milieux de vie. Il y met beaucoup de mots. Quant à la méthode et à la manière de la servir, le lecteur, écoanxieux ou pas, est prévenu: «Préparez-vous: ça va décoiffer». Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne travaille pas au peigne fin!

Tout y est dans ce traité de la rectitude politique de la gauche autoproclamée «radicale». Anachronisme, généralisations abusives, raccourcis simplistes, affligeant syncrétisme, à croire qu'il vaut mieux être un lecteur chauve. Chauve d'ancêtres est-on tenté de dire avec Miron, tant la mise en contexte historique et la lecture critique de la généalogie de la crise environnementale de la «province» se drapent dans les lieux communs qui font frissonner les cénacles d'avant-garde. Contrit et conscient de ses «privileges d'homme blanc et hétérosexuel» (p. 25), l'auteur parle évidemment d'un «territoire autochtone non cédé» dont l'histoire reste marquée de tous signes de la spoliation et du génocide par les Français, à commencer par les gestes mal avisés d'un Champlain qui «foment les divisions entre les peuples autochtones» (p. 33) qui, comme chacun sait, n'attendaient que lui pour se faire la guerre. Ville-Marie progresse en jetant les bases de l'étalement urbain (!) (p. 35) Les Anglais ne prennent le relais que pour poursuivre le même dessein. Le Québec colonisé colonisateur a le dos large et le révisionnisme historique garnit bien ses épaules. Quand on est du bon côté des choses...

L'histoire avance et il faut la lire comme une ligne droite où la vertu fonce contre l'ordre qui s'établit. De la Grande Noirceur à la Révolution tranquille où les boomers «commencent à penser davantage à leur propre confort qu'au sort des générations futures» (p. 44), la montée de l'extractivisme comme horizon colonial inquestionné nourrit le sacage et les inégalités. Les faits, réels, mais souvent cités avec une rigueur approximative sont lancés et ils sont moins décoiffants qu'ébouriffés. De l'histoire au mode de vie, du consumérisme à l'aveuglement, tout y passe avec un égal et ironique dédain. Les voyages en Floride, la comparaison des inondations locales qui «n'ont rien à voir avec

Tout y est dans ce traité de la rectitude politique de la gauche autoproclamée «radicale». Anachronisme, généralisations abusives, raccourcis simplistes, affligeant syncrétisme, à croire qu'il vaut mieux être un lecteur chauve. Chauve d'ancêtres est-on tenté de dire avec Miron, tant la mise en contexte historique et la lecture critique de la généalogie de la crise environnementale de la «province» se drapent dans les lieux communs qui font frissonner les cénacles d'avant-garde.

celles du Bangladesh» (p. 59), le relativisme sont de mise, évidemment. Quand il s'agit de situer le Québec dans la géopolitique mondiale, les coins sont ronds et la planète capitaliste est bien plate, lisse comme une nappe de pétrole. Le géographe activiste fait flèche de tout bois et il prétend frapper fort. À tort et à travers, s'accommodant des faits comme des théories prêtes-à-porter. Le fond de ses emportements perce néanmoins sous l'hyperbole et laisse voir un sédiment d'auto-dénigrement qui donne si bonne bouche diversitaire: «comble de notre isolation [sic!] nous parlons un français que personne d'autre ne semble comprendre, même pas les Français» (p.59). On l'aura compris, il faut s'ouvrir au monde, «désenclaver le Québec», «En bref, il va falloir pratiquer notre anglais» (p.274) pour rejoindre les compagnons de lutte canadien et d'ailleurs. On a beau être pour la diversité...

Bardé d'une bonne bibliographie et truffé de références – pas toujours exploitées avec égal bonheur, tant s'en faut –, l'ouvrage refait le parcours du mouvement environnemental, traquant le coquin derrière les



débats sur le réformisme et la critique radicale, entre les naïfs de la consultation et les partisans de l'action directe. Posture radicale oblige, la critique de l'institutionnalisation du mouvement s'accompagne de son lot de récriminations sur le financement et la reconnaissance étatiques... même pour les plus farouches adversaires de l'État. Subvention quand tu nous inspires! Les notions de développement durable et d'acceptabilité sociale passent à la trappe, histoire de bien préparer les appétits pour déguster un plat exquis: Équiterre est mis au ban, qui couchait avec le Parti libéral et qui aura servi de strapontin à l'ineffable Steven Guilbeault, homme de conviction s'il en est. On l'a dit, Massé frappe partout et fait mouche de temps en temps.

La lutte contre l'extractivisme a besoin d'une avant-garde éclairée, capable d'actions d'éclats aussi bien que de persévérance. Et surtout capable de produire le discours et la théorie qui devraient faire voir ce que ceux qui luttent ne voient pas toujours. L'auteur salue des groupes et des initiatives, souligne des victoires (Suroît, Cacouna, etc.). D'aucuns penseraient qu'il fait du pouce sur bien des trajectoires pour mieux pointer la nécessité de passer à une autre vitesse, de frapper plus fort et avec une meilleure efficacité. Les militants ont besoin d'être galvanisés et c'est pourquoi il énonce «huit propositions audacieuses». Du recours à l'Indice de progrès véritable en remplacement du PIB jusqu'à l'instauration du «droit d'errer» en passant par l'instauration d'un service écocitoyen et la réforme du Fonds vert, l'exposé alterne entre mesures pragmatiques – souvent pertinentes, mais qui mériteraient d'être lues autrement – et propositions pour «la construction du contre-pouvoir territorial» où l'usage de l'hyperbole le dispute à celui de la logor-

La lutte pour le territoire

suite de la page 17



rhée. Le terrain est difficile à voir tant les brumes rhétoriques font du local un lieu terriblement difficile à habiter pour loger tous les «ismes» du progrès critique. Le brouillard est si épais qu'il empêche l'auteur lui-même de saisir le cadre politique déterminé par la logique du régime. Le combat partira donc d'abord de l'harmonisation des lexiques.

L'entreprise passera par «l'intersectionnalité des luttes» dont la géographie peut soigner les «mille petits maux» (p. 269) en rappelant la réalité du «terrain» – c'est-à-dire de la représentation diversitaire – pour développer des «alliances et solidarités multiscalaires» permettant de décrypter la polysémie des actions directes où une murale sur un bâtiment désaffecté peut avoir une portée subversive au même titre qu'un sabotage sans violence, même s'il provoque la destruction matérielle. Le tout, conduit sans négliger la critique de la culture d'exclusion dominée par «les hommes cis,

blancs et hétérosexuels, occupant le plus souvent les positions de représentation et de direction» (p. 267) dans trop d'organisations pourtant soucieuses de participer à la mobilisation générale requise par l'ampleur du désastre. On comprend que l'auteur soutienne que «la vie d'activiste est effrénée et épuisante». (p. 293), mais qu'elle vaille la peine d'être vécue quand on sait que «l'action directe a toujours été à l'avant-garde du progrès social». (p. 288)

Le jeu en vaut la chandelle puisque «La phase ultime du contre-pouvoir territorial québécois, celle qui s'offre à nous, c'est de changer le monde: d'abord de transformer le Québec, puis de montrer au reste de la planète que c'est faisable et désirable» (p. 294). Que les cyniques se le tiennent pour dit! Après tout, le messianisme n'a jamais manqué de souffle dans l'histoire de la belle province.

La lutte pour le territoire québécois ouvre une fenêtre sur le paysage singulier d'une gauche que la synthèse que dresse Bruno Massé reconfortera de mille manières. Pour les autres, elle offrira une excellente lecture de confinement, une preuve de plus que les cloisons ne sont pas que des murs. Les mille visages des mouvements sociaux affichent inévitablement quelques grimaces, les unes plus comiques que les autres. Divertissant. *

Sénateur, moi?

suite de la page 16



*tique*¹ plutôt que démocratique, c'est-à-dire qui se fonde sur leur sagesse plutôt que sur leur élection. Il déplore que ce ne soit pas le cas actuellement: «[...] les sénatrices et sénateurs ne sont pas considérés comme des anciens, mais plutôt comme des vieillards, pas comme des sages, mais plutôt comme des empêcheurs de tourner en rond [...] il faudrait changer ces perceptions» (p. 86). On comprend que le problème en est à la fois un de perception (les Canadiens reconnaissent insuffisamment l'excellent travail de certains sénateurs) et de réalité (certains sénateurs pèchent effectivement par excès de partisanerie et de paresse intellectuelle).

Cette vision finalement assez classique du sénat est difficile à mettre en œuvre. Prenons le cas d'André Pratte. Il a certainement un beau CV, mais faut-il en conclure qu'il a un haut niveau de sagesse? Qu'il est une des personnes les plus qualifiées au Québec pour évaluer des projets de loi à l'aune du bien commun? Qu'il sait défendre les intérêts du Québec à Ottawa? Non, non, et non. Ce n'est pas une exception. Fondamentalement, constituer un sénat *épistocratique* est au-delà des forces du gouvernement canadien. En particulier, on ne peut raisonnablement s'attendre à ce que les sénateurs québécois défendent collectivement bien le

Québec à Ottawa pour la structurelle raison que le débat sur les intérêts du Québec oppose depuis plus de cinquante ans souverainistes et fédéralistes, mais que seuls les fédéralistes peuvent espérer siéger au sénat; l'institution est programmée pour articuler une conception tronquée des intérêts québécois. Même un comité consultatif qui ferait une place au Bloc québécois ne parviendrait pas à saisir la diversité idéologique québécoise puisque celle-ci ne correspond absolument pas à la diversité idéologique qui se trouve au sein des groupes parlementaires de la Chambre des communes. Pour le dire autrement, puisqu'il revient ultimement au premier ministre de nommer les sénateurs et puisque le Canada n'a eu que des premiers ministres libéraux ou conservateurs, les libéraux et les conservateurs du Québec ont toujours été surreprésentés au sénat - par rapport aux hommes et aux femmes politiques du Québec d'autres allégeances politiques.

André Pratte se scandalise que les deux tiers des Québécois appuient l'abolition du sénat, interprétant cette position comme reflétant «une connaissance extrêmement partielle de ce qu'a fait, fait et pourrait faire le Sénat» (p. 295). Il n'arrive pas à concevoir que cette institution, inspirée de la Chambre des Lords britannique, puisse être chez nous perçue comme colonialiste, comme étant fondamentalement au service d'un bien commun autre que le nôtre. Avec des sénateurs québécois, comme notre ancien employé de Power Corporation, qui défendent avec passion et intransigeance les développements pétroliers albertains (p. 266), le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas certain qu'un sénat fort soit dans l'intérêt du Québec. *

¹ J'emprunte cette expression au philosophe américain, Jason Brennan. Voir: Brennan, Jason. 2016. *The Case Against Democracy*. Princeton University Press.

Mémoires d'un enfant
de la Révolution tranquille
Denis Monière



L'Action
NATIONALE
ÉDITEUR

Denis Monière chez
L'Action nationale Éditeur

à la boutique
action-nationale.qc.ca

